



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-25 - Séance du 04 avril 2019

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	23
26	16	23	Contre	
			Abstention	

L'an 2019, le 04 avril à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 29 mars 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 29 mars 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DUCAMP Ludovic pour CORDEAU Damien, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, DURIX Olivier pour SOULIER Alain, SUAY Régine pour CONTENSEAU Carole, JODAR Mélissa pour DESTAILLATS Aline, VANGREVELYNGHE Patricia pour BASSO Béatrice, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

Absents : FOUREL Sylvain, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan.

Secrétaire de séance : Damien CORDEAU.

N° DLM 2019-25 – RESSOURCES HUMAINES : ADOPTION DU RÈGLEMENT DE TEMPS DE TRAVAIL

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations rapporte que le temps de travail relève d'un cadre légal et réglementaire qu'il est impératif de respecter. Il doit s'analyser comme un enjeu et une ressource à part entière qu'il convient de mobiliser dans l'intérêt de la collectivité et au service des administrés.

Le ministre de la Fonction Publique a, par une circulaire du 31 mars 2017, rappelé les règles applicables en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique.

C'est dans ce contexte que la Ville de Baillargues a décidé d'initier un programme d'actualisation des différents horaires et cycles de travail pratiqués au sein des services municipaux.

Ainsi, compte tenu de l'organisation des différents services de la Mairie, il s'avère nécessaire de mettre en place des horaires de travail adaptés en fonction des nécessités de service.

Les services pratiqueront :

- Soit une annualisation du temps de travail,
- Soit des horaires hebdomadaires supérieurs à 35h/semaine permettant de générer des jours de réduction de temps de travail,
- Les agents non titulaires se verront appliquer un régime de 35h/semaine

Il est précisé que les congés annuels devront être posés dans le cadre de l'année civile au titre de laquelle ils sont constitués. Un report des jours de congé non pris au 31 décembre sera cependant accordé jusqu'à fin février de l'année suivante.

En outre, en cas de maladie intervenant pendant les congés annuels, un report pour raison de santé sera également accordé jusqu'aux 30 mars de l'année N+2 et dans la limite de 25 jours.

L'ensemble de ces éléments a été soumis à l'avis préalable du Comité Technique du 21 février 2019.

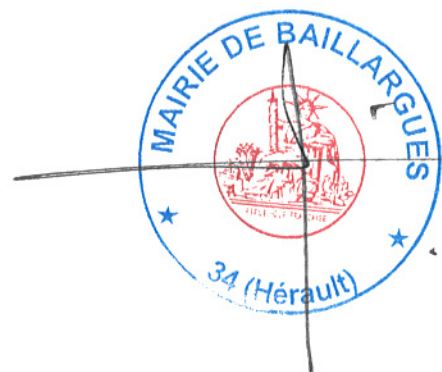
En conséquence, il est demandé à l'Assemblée délibérante d'adopter le règlement de travail, qui a été joint à la note de synthèse, pour l'ensemble des agents de la Ville de Baillargues.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ADOpte** le règlement de travail pour l'ensemble des agents de la Ville de Baillargues.

Pour extrait conforme,

Le 05 avril 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.